

ACTUALITÉ POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Solutions

Mars 2018

1. LA VOTATION SUR L'INITIATIVE "NO BILLAG"

Réponses

1. Il s'agit de l'appellation que l'on donne à un service lié à l'Etat ou un autre organisme, qui a pour but d'être au service de l'intérêt général de la population.

2. La formule de récolte de la redevance va changer, et cela indépendamment de l'issue de la votation du 4 mars. La Confédération a posé la transition comme suit:

"La redevance de radio-télévision sera perçue auprès des ménages et des entreprises dès le 1er janvier 2019. La nouvelle redevance non liée à la possession d'un appareil remplacera l'actuelle redevance de réception qui disparaît fin 2018. La redevance de radio-télévision se monte à 365 francs par ménage et par année; une entreprise réalisant un chiffre d'affaires annuel de plus de 500'000 francs paie, suivant le chiffre d'affaires, entre 365 francs et 35'590 francs par année."

Après que la révision de la loi sur la radio et la télévision (LRTV) a été acceptée en votation populaire le 14 juin 2015, le Conseil fédéral, dans sa séance du 18 octobre 2017, a fixé la date du changement de système au 1er janvier 2019 et approuvé le montant de la nouvelle redevance.

Références

Le site de l'initiative No Billag: [OUI à la suppression des redevances Billag](#)

Le site des opposants à l'initiative No Billag: [NON! à No Billag Admin.ch: La nouvelle redevance de radio-télévision dès 2019](#)

RTS (Infrarouge): ["No Billag: la fin du service public?"](#) (14 février 2018)

RTSinfo: ["L'initiative No Billag est rejetée par 71,6% des votants et tous les cantons"](#) (4 mars 2018)

Le Temps: ["L'influence libertarienne à l'origine de l'initiative "No Billag" "](#) (17 janvier 2018)

RTSinfo: ["La presse juge que le débat sur le service public ne fait que commencer"](#) (5 mars 2018)

RTS Découverte: [Le service public](#)

2. FACEBOOK ET LE SCANDALE CAMBRIDGE ANALYTICA

Réponses

1. On parle des présidentielles américaines de 2016 et du Brexit. D'autres "remous" ont été liés au scandale, comme des élections au Kenya ou en Inde. En Suisse, on reste prudent et pense qu'il y a peu de risques que cela ait joué un rôle dans la vie politique du pays.

2. C'est le fait d'explorer les données d'une base, mais aussi de les analyser afin de créer des liens, des schémas types ou des statistiques. Cambridge Analytica fait du data mining, mais n'avait pas le droit de le faire dans le cadre de Facebook, car les utilisateurs avaient donné leur accord pour ouvrir leurs données à une application et non à la firme de statistiques politiques cachée derrière.

Références

Coopération: ["Tout comprendre sur le scandale Facebook/Cambridge Analytica"](#) (28 mars 2018)

RTSinfo: ["Cambridge Analytica perquisitionné à Londres en lien avec l'affaire Facebook"](#) (24 mars 2018)

LCI: ["Affaire Cambridge Analytica: quel est ce scandale qui plonge Facebook dans la crise?"](#) (20 mars 2018)

RTSinfo: ["Pourquoi le scandale Cambridge Analytica est peu probable en Suisse"](#) (22 mars 2018)

RTSinfo: ["Jusqu'à 29'200 Suisses victimes du détournement de données Facebook"](#) (5 avril 2018)

RTS Découverte: [La protection des données](#)

Wikipédia: [Cambridge Analytica](#)